



COLLOQUE INTERNATIONAL

**EXPÉRIENCES LIMITES, RUPTURES ET MÉMOIRES
DIALOGUES AVEC L'AMÉRIQUE LATINE**

**Paris, 18, 19, 20 octobre 2006
Amphithéâtre de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)
105 bd Raspail, 75006 Paris**

PROGRAMME ET RÉSUMÉS

**Centre d'Étude des Mouvements Sociaux
Institut Marcel Mauss
<http://cems.ehess.fr>**

MERCREDI 18 OCTOBRE 2006 (Amphithéâtre)

14h **OUVERTURE**

Danièle **HERVIEU-LÉGER**, Présidente de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)

Alain **D'IRIBARNE**, Administrateur de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH)

Gilles **BATAILLON**, Université de Caen - Centre d'Étude des Mouvements Sociaux (CEMS) et Monique de **SAINT MARTIN**, EHESS - CEMS

15h **CONFERENCE**

Alain TOURAINE, EHESS - Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS)

Fin du cycle libéral en Amérique latine ?

16h - 19h **SESSION 1 : EXPÉRIENCES ET NARRATIONS**

Président de session : Daniel **PÉCAUT**, EHESS - CEMS

Discutante : Michèle **LECLERC-OLIVE**, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - CEMS

Gilles **BATAILLON**, Université de Caen - CEMS

Astros et cruces, pratiques et imaginaires des premiers guérilleros miskitus

En décembre 1981, une petite troupe de guérilleros miskitus attaquait la maigre garnison de Raiti sur le Wangki, le fleuve frontalier entre le Nicaragua et le Honduras. Immédiatement perçue par les autorités sandinistes comme la première phase d'une invasion contre-révolutionnaire massivement soutenue par les nord-américains, cette première opération militaire des miskitus devait effectivement marquer le début de la guerre civile dont la Moskitia nicaraguayenne fut le théâtre de 1982 à 1987 et entraîner immédiatement des représailles tout à fait drastiques de la part des Forces armées sandinistes. Si ces premiers combats dit de la *Navidad roja* marquèrent incontestablement l'entrée dans un nouveau cycle de guerre civile et furent interprétés en des termes marqués par les projections de l'histoire cubaine sur l'histoire nicaraguayenne, les récits qu'en font les acteurs, les mythes qu'ils mobilisèrent pour entraîner les guérilleros dans l'aventure guerrière, mettent en scènes des schémas qui plongent dans l'histoire du contact entre les miskitus et les britanniques tout au long de l'histoire coloniale, comme dans l'histoire de l'Église morave dont les miskitus devinrent partie prenante à la fin du XIX^e siècle. Partant des récits de vie des membres de ces premières troupes de guérilleros -*Astros* et *Cruces*- on montrera comment les miskitus s'appuyèrent tout à la fois sur un mythe du cargo comme sur toute une symbolique chrétienne pour entrer en guerre et justifier leurs combats contre le nouvel État sandiniste.

Susana BLEIL, Université du Havre et EHESS - CEMS

Mémoires partagées et rêves communs : l'expérience de la *mística* chez les sans terre au Brésil

Au Brésil, le mouvement des sans terre (MST) a su porter la question de la réforme agraire dans le débat public et reste jusqu'à nos jours un acteur politique majeur avec lequel le gouvernement est contraint de négocier. Où repose la force du mouvement ? Comment arrive-t-il, depuis 22 ans à garder une cohésion interne ainsi que l'appui d'une partie de l'Eglise et des intellectuels brésiliens ? Par ailleurs, comment ce mouvement parvient-il à être soutenu économiquement et politiquement par un ensemble d'ONG's internationales fidèles à leur lutte ? A la différence d'autres mouvements sociaux de l'Amérique latine, le MST recourt à un répertoire d'action collective qui exclut toute forme de violence. Les occupations de terres et de bâtiments publics sont, selon eux, des actions radicales, qui néanmoins ne doivent pas impliquer la mort des personnes. Ce discours de la non-violence a beau être dit mais il n'explique pas comment les pratiques des acteurs arrivent à stopper les dérives violentes. Une lutte sociale comporte en elle-même un certain niveau de violence. Si le MST arrive à maîtriser la violence dans ses actions radicales, cela n'est pas un fait qui va de soi. C'est en regardant de près la manière de vivre des militants sans terre que nous pouvons dégager des pistes d'explication pour ce paradoxe : une lutte qui veut être pacifique.

Parmi les pratiques du mouvement nous avons repéré la *mística* (Bleil, 2005). Il s'agit d'une sorte de mise en scène des histoires vécues par les militants. L'objectif de cette pratique collective est de marquer les acteurs dans leur sensibilité et de donner un sens à leur lutte. Mais à la différence de ce que propose le théâtre traditionnel, le dialogue entre les personnes ne remplit qu'un rôle secondaire, voire marginal, dans la *mística*. Celle-ci s'organise d'abord par la mise en évidence d'un problème ou d'une injustice (par exemple, les assassinats vont fondamentalement être décrits par une mise en scène réalisée par les militants eux-mêmes, accompagnée d'une narration d'arrière-fond qui est le fruit d'un travail collectif). Ensuite, un ensemble d'objets chers aux membres du MST (leur drapeau, leurs terres, les fruits et les produits alimentaires produits dans les industries rurales), vont être exposés au public. Enfin, dans l'accomplissement de l'acte doit normalement ressortir le fait que la mort des « compagnons » a été un acte perpétré par leurs « ennemis » (les grands propriétaires terriens, une partie de l'Etat et l'impérialisme américain). Une telle conclusion vise à favoriser l'union du groupe, sans pour autant l'inviter à l'exercice d'actes de vengeance. Bien au contraire, le message prétend montrer que c'est parce que « des compagnons » ont été tués que « nous » devons être forts et suivre ensemble dans une lutte qui, elle, a déjà donné de nombreux fruits (les preuves sont exposées aux yeux de tous à travers toute la représentation). C'est la lutte ensemble et non pas la vengeance qui, selon leurs croyances, va faire un jour capituler les ennemis.

Il est clair que la *mística* n'est pas la pratique qui explique à elle seule le caractère pacifique du mouvement. Il existe au cœur de celui-ci un travail de formation politique très important, répondant pour la formation des cadres politiques dont le dévouement est plus que remarquable. La capacité de garder l'esprit de famille tout en préservant la capacité de formuler des critiques nécessaires au maintien de l'espace public est aussi un trait majeur du mouvement (Bleil, 2003). Cependant, nous avons comme hypothèse que la pratique de la *mística* est un moment majeur de construction du collectif, de mise en forme de l'identité des sans terre et de formulation d'une utopie en tant que critique de la réalité dans le présent de l'action.

Pablo SEMÁN, Universidad Nacional de General San Martín - Centro de Investigaciones Etnográficas, Buenos Aires

Religion et perspectives symboliques des classes populaires en Argentine.

Alors qu'elle a été considérée comme un problème résiduel, la religiosité des classes populaires est devenue une question clé de la culture des catégories populaires. L'un des phénomènes centraux dans cette transformation du problème est la progression des églises pentecôtistes - qui rassemblent près de 20 % de la population pauvre des grandes villes en Argentine. Ce dernier phénomène a été interprété comme un chapitre dans l'évolution vers l'ouverture et le pluralisme du champ religieux et de l'imposition d'un imaginaire « individualiste », « protestant », « américain ». Cependant, nous pensons que la question admet une autre interprétation. C'est ce que nous tenterons de développer à travers l'exposition de plusieurs cas de conversion religieuse en mettant en relief trois traits de l'imaginaire populaire :

- il est « cosmologique », car il renie des catégories de la perception propres à l'univers sécularisé et il s'affirme sur la base d'une continuité de l'au-delà et de l'ici-bas.

- il est « holiste », car il affirme la prééminence de catégories de type totalisant.

- il est « relationnel » car il définit les sujets comme des catégories de personne à l'intérieur d'une relation et non pas comme des individus.

Cette interprétation nous permettra de mettre en question les thèses sur la transformation du champ religieux et devrait aider à la compréhension des coordonnées symboliques des catégories populaires et de leur influence sur leurs manifestations sociales et politiques.

Pascale GRUSON, CNRS - CEMS

Radicalités des théologies de la libération

La (les) théologie(s) de la Libération qui émerge(nt) dans différents pays d'Amérique latine à la fin des années 60, a (ont) été l'une des ressources actives de contestation des dictatures et des régimes militaires qui se multipliaient alors dans le sous-continent. Son option prioritaire était l'Église des pauvres (et non l'Église pour les pauvres). Mais cette option théologico-politique radicale était-elle viable ? Ceux qui s'en inquiètent a posteriori et aussi au vu des problèmes posés par certains courants résiduels encore actifs maintenant, ne sont pas nécessairement des adeptes de l'action répressive de Jean-Paul II. Ils n'apprécient pas non plus la montée en puissance de l'Opus Dei et des légionnaires du Christ. En revanche, la montée des religiosités populaires pourrait paraître plus conforme à ce que l'on attend du fait religieux (plutôt local, plutôt atomisé, sans référent eschatologique).

Mais la théologie de la libération (issue initialement de l'Église catholique, mais aussi très œcuménique), forte d'une longue tradition où figurent Saint François d'Assise, Luther et beaucoup d'autres, s'est-elle épuisée dans une réduction naïvement marxiste de ses espérances ? Était-ce là sa seule radicalité ? Le débat éthique proposé n'a-t-il pas encore une forte actualité dans un contexte où l'horizon d'action très court voisine avec des répartitions des richesses particulièrement inégales et une forte instabilité ?

On essayera ici de configurer quelques unes des ressources de réflexion et d'action de ces courants théologiques et d'approcher ce que peut être leur radicalité.

JEUDI 19 OCTOBRE 2006 (Amphithéâtre)

9h - 13h **SESSION 2 : TRAVAIL ET ACTIVITE**

Président de session : Robert CASTEL, EHESS - CEMS

Discutant : François DUBET, EHESS - CADIS

Pia V. RIUS, EHESS - CEMS

Travail et activité dans le mouvement des *piqueteros* en Argentine

Sabine GUEZ, EHESS - Genèse et Transformation des Mondes Sociaux (GTMS)

À la frontière du légal et de l'illégal. Le travail à Ciudad Juarez (Mexique)

A l'ombre d'une industrialisation rapide, l'économie de la drogue est en plein essor depuis les années 1980 dans le Nord mexicain. Dans un premier temps, on évoquera le contexte de changements structurels rapides d'ordre macropolitique, lesquels ont favorisé la création d'une grande variété d'opportunités d'emplois, illégaux et légaux, directs et indirects, liées au développement de ce secteur illicite de l'économie frontalière, à Ciudad Juárez et dans sa « ville jumelle » au Texas, El Paso, principale porte d'entrée des stupéfiants aux Etats-Unis. Sous les ordres de quelques « *macisos* » (les grosses pointures) travaillent d'innombrables « *achichincales* », petites mains recrutées comme passeurs, transporteurs, *dealers*, etc. Pour les défendre devant la justice, il faut des avocats. Pour l'entretien de leurs maisons, des femmes de ménage. Pour les soigner, des médecins. Et des protecteurs, dans la police, et des amis, pour les sortir d'une mauvaise passe ou faciliter une livraison sur le territoire nord-américain. Dans un second temps, on s'intéressera aux modalités et aux logiques microsociales d'appropriation de ces opportunités aux marges de la légalité. Fréquemment, nos interlocuteurs combinent des activités légales et illégales. Plus que de vocations, il est souvent question de nécessité, de relations de réciprocité, de liens de filiation, et de sens du jeu. On joue « des coups ». Quels coups s'autorise-t-on, quels autres non ? Autour de quelles valeurs s'organisent la prise de risques ou son refus ? Comment en vient-on à envisager ces pratiques économiques comme rationnelles ? Dans un dernier temps, on s'interrogera sur l'émergence, dans le sillage de ces formes de travail, d'une forme de vie et de sociabilité à la lisière du légal et de l'illégal, marquée par l'acceptation du commerce de la drogue, un sens aigu du caractère idéologique de la frontière entre légal et illégal, et un savoir pratique de la variabilité des normes et de leur manipulation.

Vincent BLOCH, EHESS - CEMS

Travail, lutte, patrie : la recomposition des normes dans la société cubaine

Les dirigeants révolutionnaires cubains ne se sont jamais lassés de le répéter : « celui qui ne travaille pas ne mange pas ». Habités à tourner en dérision les slogans du régime, les Cubains se plaisent depuis une quinzaine d'années à apporter une correction : « celui qui travaille ne mange pas ». Mais au-delà de l'aspect

matériel, la constitution précise aussi que « le travail dans la société socialiste est un droit, un devoir et une motivation d'honneur pour chaque citoyen ».

Depuis l'instauration de la *période spéciale*, le salaire moyen ne permet pas d'assurer les besoins des personnes. Parallèlement, le mode de vie des touristes, les produits du *Yuma* (les Etats-Unis) envoyés par les parents émigrés, ont donné libre cours à des désirs de consommation « immédiate ». Dans le même temps, toute l'organisation interne des entreprises s'effectue autour du *vol* et du *détournement*. Vendre et acheter au marché noir, *résoudre* à l'aide de moyens rudimentaires les réparations diverses dont les uns et les autres ont besoin, utiliser sa voiture comme taxi clandestin, louer une partie de son logement ou un objet personnel, toucher des commissions d'intermédiation dans le cadre de diverses transactions, *escroquer*, se prostituer... Voilà qui donne une idée de l'amplitude des gammes d'activités englobées dans la *lutte*.

La *lutte* est ainsi devenue la dimension centrale d'une logique stratégique qui traverse le monde social de part en part. Aussi, signale-t-elle autant au caractère illégal des activités qu'elle englobe que leur justification en terme de « défense » et de « bon droit », face à des lois qualifiées d'iniques et une répartition des richesses jugée injuste. De cette dynamique a surgi un nouveau collectif : *le peuple en lutte* qui se défait comme il peut de l'adversité. L'imaginaire révolutionnaire valorise avant tout *l'esprit de lutte* et *la vivacité* (« *la chispa* ») et les *lutteurs* se démarquent de « la politique » et des « promesses des politiciens », par principe « indifférents aux nécessités de la population ». L'imaginaire de la *lutte*, aussi faible et limité qu'il soit, permet ainsi de lier des registres hétérogènes de l'expérience sociale, dont il fixe également le cadre de narration. La lutte constitue donc bien aussi une réponse à la glorification de l'unité, à la négation des divisions sociales et au refus des conflits, et seul l'ordre assuré par la figure ambivalente de Fidel Castro continue de rassurer une population en proie au fantasme du chaos.

Lorena **POBLETE**, EHESS - CEMS

Il était une fois... la fonction publique en Argentine

La fonction publique fut en Argentine synonyme d'emploi stable, et était le modèle de référence pour les salariés argentins. L'État apparut comme le grand employeur durant les années 50 et 60. En 1989, la loi 23.696, appelée Réforme de l'État, redéfinit ses fonctions. L'État se veut minime. L'impératif de réduire le déficit fiscal autorise la contraction du secteur public par la voie de privatisations des entreprises publiques et de la sous-traitance d'activités auparavant réalisées par des fonctionnaires. L'État se voit affaibli dans son rôle d'employeur. Les travailleurs autonomes commencent à gagner des places dans le secteur public. Dû au fait qu'ils doivent assumer leurs propres charges sociales, ils deviennent en même temps de travailleurs moins chers et plus facilement détachables. Les contrats proposés par l'État sont des contrats à durée déterminée, mais indéfiniment renouvelables. La détermination de la durée perd sens. Tous les six mois, tous les trois mois ou toutes les semaines, les travailleurs autonomes se demandent si leurs contrats seront encore une fois renouvelés. Or, ils travaillent fréquemment hors contrat, dans l'attente de voir confirmé son renouvellement. Dans plusieurs cas, les faibles revenus et l'indétermination du contrat font que les travailleurs autonomes ne payent pas les cotisations, s'excluant ainsi du système de sécurité sociale. Cependant, dans un marché du travail précarisé, où le chômage exerce une forte pression, ces types de contrats acquièrent pour les travailleurs autonomes une autre signification. Ils représentent la stabilité dans un univers instable. La notion de stabilité dans l'emploi public se décline à travers de nouvelles formes de précarité. Notre intérêt est ainsi de comprendre, à partir de l'expérience de travailleurs autonomes du secteur public,

cette restructuration des points de référence qui organisèrent la notion de stabilité dans l'emploi.

Marcos **SUPERVIELLE**, Universidad de la República - Departamento de Sociología, Montevideo

La participation citoyenne après la crise, nouvelles « formes de travail »

La crise de l'année 2002 a eu de graves conséquences économiques et surtout sociales dans le Cône Sud. En Uruguay, le chômage a augmenté dans des proportions jamais connues auparavant, atteignant 18% de la PEA, venu s'ajouter aux 47% d'emploi informel déjà existant. Ces chiffres ne prennent pas en compte l'augmentation de l'émigration d'une population essentiellement jeune, ce qui a eu pour conséquence une croissance démographique négative au cours de cette période.

Dans ce contexte de débâcle économique et sociale, ont surgi des actions collectives solidaires de caractère exceptionnel, des formes de travail solidaire inédites, dont le but était de venir en aide aux secteurs de la population les plus touchés par la crise.

Nous nous proposons de détacher différentes formes de travail solidaire qui nous semblent avoir eu un effet positif pour contribuer à surmonter la crise sociale de cette période, et pour éviter la croissance de phénomènes tels que la violence et la délinquance, qui accompagnent habituellement les périodes de crise.

- Le développement d'organisations non gouvernementales d'origine populaire : il s'agit en général de petites organisations locales qui reçoivent un soutien de l'Etat, de fondations ou d'institutions privées, nationales ou internationales pour réaliser une mission socio-éducative ou culturelle. Dans le premier cas à travers la signature de conventions qui exigent un minimum de forme juridique, dans les autres cas sous la forme de projets subventionnés. Ce type d'organisation, qui fonctionne sur un mode autogestionnaire, et qui existait déjà avant la crise de 2002, s'est réactivé sur la base de nouvelles actions pour répondre à la détérioration du tissu social et aux conséquences de l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion. Les personnes qui se consacrent à ces activités transitent de l'action solidaire à un travail réellement professionnel. Elles doivent accéder progressivement à cette professionnalisation de la tâche, et acquérir d'autre part un ensemble de compétences complémentaires de type organisationnel, administratif et juridique, afin d'assurer de manière efficace la continuité de leur activités.

- L'extension du champ d'activité de certaines organisations sociales qui avaient déjà leur trajectoire propre : comme les clubs sportifs, les syndicats ouvriers ou les coopératives qui organisent des cantines populaires dans les quartiers les plus touchés par la crise, les ouvriers qui « récupèrent » les entreprises abandonnées par les patrons et relancent la production à partir d'un nouveau modèle organisateur, les syndicalistes qui collaborent à la reconstruction de logements, les étudiants (dans le cadre de l'extension universitaire), qui accompagnent la création de jardins familiaux ou communautaires dans les zones urbaines, etc... Dans ce cas la situation est d'une certaine manière inverse de la précédente. Le point de départ est la mobilisation des compétences professionnelles des travailleurs (ou futurs travailleurs dans le cas des étudiants), qui développent une activité solidaire en dehors de leur cadre normal de travail.

- Un nouveau phénomène que nous appellerons « **mobilisations de responsabilité solidaire** », qui ne constituent pas des mouvements sociaux au sens strict, mais ont des objectifs très ponctuels, fonctionnent de manière impulsive et ont un caractère nettement volontariste. Ces manifestations dépassent les intérêts individuels ou les cadres institutionnels, et interviennent en particulier dans les situations d'urgence, comme celle d'une grande tempête qui l'an dernier a déraciné des milliers d'arbres et arraché un grand nombre de lignes électriques dans le sud du pays : elles ont tenu un rôle central dans la reconstruction matérielle de la vie

urbaine, ont contribué à la revalorisation de la société civile et ont permis à chaque citoyen de reprendre confiance en ses capacités personnelles. Il s'agit en général d'une « ultra-activité » qui se développe sur le poste de travail. Cette « ultra-activité » prend tout son sens dans le cadre d'une action solidaire dirigée vers un groupe de pairs qui nécessitent un soutien.

Dominique VIDAL, Université de Lille III - Groupe de recherche sur les actions et les croyances collectives (GRACC)

Les « bonnes », le juste et le droit. Le recours à la justice du travail des travailleuses domestiques de Rio de Janeiro

Au Brésil, la Constitution fédérale de 1988, qui entend sceller l'entrée du pays dans un âge démocratique, a accordé de nombreux droits sociaux aux travailleurs domestiques, des femmes dans leur immense majorité. Il en est résulté qu'une relation de travail qui était auparavant négociée de gré à gré a été progressivement saisie par le droit. Sous certaines conditions, les bonnes de Rio de Janeiro, sur lesquelles nous avons mené une enquête entre 2001 et 2005, peuvent poursuivre devant la justice du travail un employeur qui n'a pas respecté le droit social. Bien que ce droit donne encore lieu à de très nombreuses violations, ces travailleuses évaluent aussi désormais leurs conditions d'emploi par rapport à des normes juridiques. Leur sens du juste, en s'éloignant progressivement du modèle de la relation paternaliste, repose de ce fait de plus en plus sur la conscience du « droit à avoir des droits », selon l'expression d'Hannah Arendt.

À partir de l'analyse du recours au judiciaire des travailleuses domestiques de Rio, et du rôle qu'y joue le syndicat qui les représente, on cherchera à montrer, d'une part, que les changements intervenus dans les relations de ces femmes qui servent et de ceux qu'elles servent peuvent être constitués en analyseur de la démocratie au Brésil, et que, d'autre part, quelle que soit la spécificité du cas brésilien étudié, ce processus de judiciarisation d'une relation sociale ordinaire permet d'éclairer le débat actuel sur les métiers de l'aide à domicile et leur professionnalisation en France. C'est donc la question du rapport entre emploi domestique et société démocratique qui constituera le cadre de notre interrogation.

14h 30 - 18h SESSION 3 : VIOLENCES

Président de session : Juan Carlos GARAVAGLIA, EHESS - Centre de Recherches sur les Mondes Américains (CERMA)

Discutant : Yvon LE BOT, CNRS – CADIS

Dennis RODGERS, London School of Economics

A l'ombre de la mort. Les bandes comme stratégie de « survie sociale » au Nicaragua

Cette communication porte sur la dynamique des bandes de jeunes au Nicaragua lors des dix dernières années. Connus sous le nom de « *pandillas* », ces groupes juvéniles se sont répandus vers la fin des années 80, et sont largement considérés comme étant parmi les principaux contributeurs à l'état de violence endémique caractérisant la grande majorité des quartiers pauvres des villes nicaraguayennes. Sur la base de recherches ethnographiques effectuées entre 1996 et 2003 avec une bande dans un quartier pauvre de Managua, il est proposé que contrairement aux

idées reçues, le phénomène des bandes constitue en fait une forme de structuration sociale localisée qui tend vers l'atténuation des conditions d'insécurité chronique. Les bandes peuvent en tant que telles être considérées comme étant une stratégie de « survie sociale », face à des conditions structurelles plus larges caractérisées par un double processus de désintégration et d'exclusion sociale qui peut être assimilé à une forme de « mort sociale ». La question qu'une telle analyse soulève est évidemment jusqu'à quel point les bandes de jeunes au Nicaragua constituent une forme de « survie sociale » soutenable sur le long terme. Un élément de réponse à cette question est apporté par le fait que les bandes nicaraguayennes ont sensiblement évolué lors des dix dernières années, particulièrement au niveau de leurs pratiques violentes. Non seulement la logique de ces dernières s'est muée d'une orientation sociale et collective en une motivation plus économique et individuelle, mais la base même de leur gouvernementalité a aussi complètement changé, d'une régulation normative à une domination arbitraire. Cette transformation suggérerait que les bandes représentent une forme de survie « à l'ombre de la mort » en fin de compte vouée à l'échec.

Smäin **LAACHER**, CEMS et Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR)

Juger de la persécution. État, violence politique et demande d'asile

Le départ contraint de chez soi est imposé par les circonstances. Le plus souvent, par l'exclusion du pouvoir d'intervenir sur la production et la distribution des richesses et des places. Mais aussi par l'exclusion de l'espace public et de la politique traduisant l'inexistence d'une culture pacifique et réglée du conflit politique ; où l'absence d'une mise en scène politique (c'est-à-dire autorisant l'existence normale de la figure de l'autre), laisse place à un état d'exception qui devient la règle ; où le sentiment ordinaire devient la *peur* et la haine ethnique négation du politique. Dans ces conditions, que veut dire la question « Pourquoi êtes vous partis »? Cette question ne peut solliciter qu'une réponse consistant en une perpétuelle oscillation entre trois modes d'expression aussi problématiques les uns que les autres : le silence résigné, l'argument convenable, ou l'anticipation conforme. Les lieux existent où l'on peut observer cet *ethos de demandeur d'hospitalité*. Ce lieu c'est la Commission des recours pour les réfugiés (CRR). Il vaut la peine de s'arrêter un instant sur le cadre institutionnel extrêmement contraignant dans lequel se déroulent les « échanges » ayant pour objet de réexaminer une demande d'asile. Aussi, c'est du point de vue des catégories de l'entendement de l'institution qu'il faut partir pour se demander ce qu'elle juge dans la demande du requérant, et ce à quoi répond ce dernier en l'absence ou non d'injonctions.

Patricia **SAMPAIO SILVA**, EHESS - Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain (CRBC) et CEMS

Violences et fragilités dans le semi-aride brésilien

Prenant comme point de réflexion les manifestations de violence qui parsèment les rapports sociaux dans une région du semi aride brésilien, de la fin du XIXe siècle jusqu'aux années 1930, il s'agira, d'une part, de s'interroger sur la gestion des conflits (voies de fait, assassinats par embuscades, processus de vengeance), d'autre part, de réfléchir sur les expériences limites de délitement du lien social auxquelles sont sans cesse soumis les individus de cette société

En effet, dans cette région du semi aride du nordeste brésilien, plus spécifiquement la vallée du Pajeu, particulièrement pauvre et marquée par des cycles irréguliers de sécheresses, la fragilité des conditions de vie, matérielles et symboliques, entraîne des situations de risque de déliquescence des rapports sociaux, ainsi que la nécessité d'une réorientation constante des conduites. Ces modes de recomposition n'en empruntent pas moins diverses voies - depuis des accords interindividuels jusqu'à l'appropriation de l'appareil juridique - tout en étant tributaires des diverses transformations de la société brésilienne. Dès lors, si l'insuffisance ou l'absence des pluies, jamais prévisibles, comporte le danger de délitement des liens sociaux, un changement politique important au niveau régional et/ou national, peut déclencher des processus de vengeance entre parentèles qui se disputent le pouvoir.

Aussi, les capacités même de survivre, de maintenir les appartenances, d'éviter l'escalade de la violence, dépendent de l'aptitude ou de l'inaptitude des acteurs à s'adapter aux différents degrés de changements. Il s'agira ainsi, d'analyser, à travers une approche historique, de quelle manière les individus de la société de la vallée du Pajeu ont été contraints non seulement de réinventer sans cesse leur réalité, mais encore sont parvenus à la rendre coutumière, en ayant par ailleurs recours à une réélaboration permanente de la mémoire

Hamit **BOZARSLAN**, EHESS - Institut d'études de l'Islam et des sociétés du Monde Musulman (IISMM)

Subjectivité et violence : l'exemple kurde

Le mouvement kurde depuis les années 1950 fut traversé par une succession de régimes de subjectivité négatifs et positifs. Dans le premier régime négatif de subjectivité qui vit le jour avec l'échec de la République autonome de Mahabad en 1946, la génération perdue des combattants kurdes fut amenée à se projeter dans une double temporalité. La première, celle de la nation, était conçue dans une perspective éternelle, mais elle fut dissociée de la deuxième, celle de l'élite nationaliste vieillissante, qui allait fatalement à sa fin. Incapable de réaliser la finalité du temps de la nation définie comme la construction d'un État kurde, cette élite s'investit dans une urgence à sa portée : devenir à son tour un repère dans le temps long de la nation et léguer un patrimoine enrichi de son propre héritage aux générations futures.

Le deuxième régime de subjectivité sombre fit suite aux espoirs suscités par l'insurrection de Mustafa Barzani en Irak (1961-1975). Celui-ci avait largement mobilisé la jeunesse urbaine et, à travers l'image du *peshmerga*, placé la résistance kurde au même niveau que celles d'Asie du Sud et d'Afrique. La défaite de cette contestation fut d'autant plus amèrement vécue qu'elle intervint au moment où ces autres luttes armées débouchaient sur la victoire. L'échec de la révolte fut ressenti comme une trahison par les Kurdes et suscita un traumatisme durable. Les répressions du mouvement kurde en Turquie et en Iran renforcèrent le sentiment de désespoir et laissèrent présager un avenir sombre. Dès lors, le régime de subjectivité de cette période se conjugua à une temporalité très courte de jeunes militants, voire à leur sentiment d'urgence. L'impératif n'était plus en effet de se transformer en repère dans une temporalité nationale quasi éternelle, mais de parvenir à constituer la dernière génération de la souffrance, de la servitude ou de l'aliénation. Ce sursaut explique largement le passage simultané des Kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie, à un radicalisme sans précédent. C'est durant cette période que les premières violences autosacrificielles apparurent en Turquie. Enfin, on peut de nouveau évoquer un régime de subjectivité marqué par le désespoir qui suivit l'échec d'une guérilla de quinze ans (1984-1999). Au fil des ans, à une Turquie transformant le kéralisme en religion d'Etat, le PKK répondit par un imaginaire et une structure de

pouvoir largement mimétiques. L'incapacité de projeter la symbolique meurtrie des décennies 80 et 90 et le devoir de fidélité aux dizaines de milliers de « martyrs » dans un avenir positif poussèrent nombre de membres et de sympathisants du PKK à choisir la mort. La violence de cette période prit une forme nihiliste avec une série d'attentats suicides et d'immolations par le feu.

Juan Carlos **GUERRERO**, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (IHEAL) / EHESS - CEMS

L'invention de formes d'action collective face aux effets de la violence : le cas des « communautés de paix » de la région colombienne de l'Uraba

Cette communication décrit et analyse la manière dont certaines populations de la Colombie, victimes de la violence exercée par les groupes armés, inventent une forme d'action collective qui vise à anéantir les effets de la situation de déplacement forcé qu'elles ont subit. Il est question, bien évidemment, de spécifier l'ensemble des contraintes qui pèsent sur toute tentative d'action collective mise en place dans un contexte de violence généralisée comme celui de la région colombienne de l'Uraba, en soulignant surtout ce que signifie et implique vivre dans un « espace de l'interindividuel » rempli par la peur. Il s'agit également de caractériser le type d'action collective inventé par ces populations de personnes déplacées dans un tel contexte, en mettant en évidence son caractère fragile. D'où la nécessité, selon les organisations accompagnant les victimes sur place, de faire appel à une opinion publique internationale qui devrait servir en quelque sorte de bouclier de l'initiative.

VENDREDI 20 OCTOBRE 2006 (Salle 7 - 8)

9h - 13h SESSION 4 : INSCRIPTIONS SPATIALES DU POLITIQUE

Présidente de session : Marie-France **PRÉVÔT-SCHAPIRA**, Université Paris VIII - Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (IHEAL)

Discutant : Étienne **TASSIN**, Université Paris VII - Centre de Sociologie des Pratiques et des Représentations Politiques (CSPRP)

Silvia **SIGAL**, CNRS - CEMS

La Place de Mai

La Place de Mai est sans doute un « lieu de mémoire » majeur en Argentine. Elle est aussi un rare exemple de coexistence de différentes significations qui se sont succédé sans s'annihiler ni s'articuler: place de la Patrie, place péroniste, place des Mères... Cette constatation conduit à s'interroger plus généralement sur l'origine et la nature des sens (mémoires) attribués à des lieux publics. Il semble ainsi possible de conclure qu'ils tirent la totalité de leurs sens d'événements qui y ont eu lieu ; plus précisément, la Place de Mai « signifie » par rapport à des mouvements collectifs qui l'ont choisie (mai 1810, 17 octobre 1945, les rondes des Mères) et qui, bien évidemment, ont été construits ensuite par les commémorations. Ce qui implique que, à l'exact opposé des emblèmes, la Place signifie par contiguïté, c'est-à-dire en tant que partie de ce qu'elle représente.

Deux conditions paraissent ainsi indispensables à l'émergence des différentes Places : la condition d'espace ouvert à la circulation triviale quotidienne, tout d'abord, le voisinage des sièges des autorités, ensuite, la possibilité d'événements qui, à leur tour, sont à l'origine des mémoires.

Capucine **BOIDIN**, IHEAL - Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)

Anthropologie des luttes agraires au Paraguay au tournant du XXI^e siècle

Fondée sur une observation participante et des entretiens en guarani et en espagnol menés en intermittence d'avril 1999 à juillet 2005 dans deux hameaux de *Misiones* (Paraguay), cette intervention propose une socio-anthropologie des nouvelles formes de luttes agraires et de clientélisme qui se mettent en place depuis la chute du Général Stroessner en 1989. Parallèlement à ce qui peut se passer dans les *barrios* urbains (ce sera justement à comparer, discuter, vérifier), le hameau dit ici *compañia rural* est un territoire clé où se redessinent aujourd'hui des relations au politique qui dépassent les cadres traditionnels (police, partis politiques, organisations paysannes). On partira d'une ethnographie minutieuse tout en s'inspirant de Crozier, de Certeau et Mauss.

Malgré un fort taux structurel de migrations vers Buenos Aires depuis les années 1950, les hameaux guaranophones du sud du Paraguay vivent une nouvelle forme de mobilisation collective locale autour de la terre depuis 2001. Dans le contexte de la crise argentine, de la démocratisation de la politique au Paraguay mais aussi de la montée en puissance des luttes sociales dans le cône sud, des *karai* locaux (leaders en guarani) se font une concurrence accrue pour capter les votes de leurs *vecinos* en multipliant les projets d'amélioration de leur village (électricité, eau courante, obtention de parcelles cultivables supplémentaires à partir d'occupations de propriétés...) et en offrant des "secours" médicaux personnalisés.

Une concurrence qui augmente la zone d'incertitude autour du vote des *vecinos* et la pression sur les *karai* qui sont conduits à se déplacer davantage pour mobiliser leurs réseaux locaux, régionaux et nationaux. Une relation de clientélisme certes, mais réalisée selon des catégories sociales quotidiennes qui donnent une liberté non négligeable aux habitants, leur permettant de développer des attitudes qui vont au delà de la simple tactique ("bon tour" réalisé au moment opportun sur le territoire de l'adversaire) tout en restant en deçà de la stratégie (plan préconçu réalisé à partir d'un territoire propre) selon les sens que leur donne Michel de Certeau (*L'invention du quotidien, Arts de faire, 1980*). Très précisément, les catégories morales de la quotidienneté qui imprègnent les activités politiques mobilisent trois attitudes rituelles : le *karai* donne *che rayhu haguã*, (pour être passionnément aimé), celui qui reçoit fait mine de rien, offrant un visage non pas obséquieux mais indifférent tout en se soumettant à l'obligation de rendre par son vote ou des services, dont il saura limiter l'ampleur par l'usage du *ñembotavy* (littéralement se rendre imbécile ... pour mieux rouler l'autre).

Gilles **HOLDER**, CNRS - Institut d'Études Africaines (IEA), Aix-en-Provence

La politique contre le pouvoir. Lieux et pratiques d'une citoyenneté hors normes dans la ville de Djenné (Mali)

Si les « lieux du politique » sont multiples et de nature hétérogène, au point écrit-on parfois de se diluer corps et âme dans la « modernité fluide », les lieux de ce que Hannah Arendt appelle « la politique » sont en revanche beaucoup moins aléatoires. De fait, on peut sans doute établir des rapports de pouvoir de bien des manières et peu importe, finalement, d'où ils se manifestent, puisque ce qui est en jeu c'est le

rapport lui-même, en tant que relation fondée sur un principe d'inégalité. En revanche, lorsque l'on est dans la politique, cela nécessite un certain nombre de préalables, et d'abord un lieu et un temps qui transforment non seulement l'action en pratique (culture) mais aussi le rapport en relation (éthique). *La politique contre le pouvoir*, c'est être quelque part à un moment donné, c'est traduire la convergence sociale en pratiques d'assemblée, bref, c'est faire cité.

À partir du cas de la ville de Djenné, au Mali, cadre privilégié et quasi permanent – pas moins de 2 300 ans nous dit l'archéologie – des rapports complexes entre la politique et le pouvoir, je tenterai d'illustrer cette territorialisation particulière du politique, prise comme processus de construction qui aboutit ni à un lieu de pouvoir ni à un espace d'opinions, mais à des places publiques au sens concret du terme. On examinera d'abord l'historicité et le statut de ces places, puis on s'y asseoir pour se demander alors si elles n'existent que lorsque la parole politique cède à l'action de parler. Enfin, je m'attacherai à montrer que ces *pratiques de place publique* impliquent un ordre politique que j'appelle ici une *citoyenneté hors normes*, c'est-à-dire hors de la raison juridique de l'État. Toute la question sera de savoir qui organise le jeu politique et comment, lorsque l'État ou la Charia n'y pourvoient pas ou peu.

Françoise LESTAGE, Université Paris VII

La médiation en binôme, une forme de la représentation politique chez les Indiens migrants à la frontière du Mexique et des Etats-Unis

Qui est légitime pour représenter un mouvement politique ? Face à quel public un médiateur est-il légitime ? Avec le mouvement zapatiste au Mexique, on a vu qu'un médiateur non-indien parlait au nom de groupes politiques s'identifiant majoritairement comme indiens ou utilisant cette étiquette ; du moins le faisait-il en s'adressant aux acteurs régionaux, nationaux et internationaux dominants, tels les représentants de l'Etat mexicain, les journalistes, les intellectuels ou les leaders sociaux et politiques. Dans d'autres situations, les médiateurs sont des dirigeants « traditionnels », investis d'une autorité en fonction de compétences reconnues dans leur groupe politique et, au-delà, dans leur société d'origine, ou bien des « passeurs culturels », à l'interface du mouvement et des acteurs sociaux dominants. Mais il peut aussi arriver que les médiateurs fonctionnent en binôme, chacun représentant un aspect ou une tendance du groupe. A partir de l'observation ethnographique d'une réunion publique ayant eu lieu à Tijuana (Mexique) sur le thème des droits de l'homme et réunissant intellectuels, avocats, représentants d'ONG et leaders indiens migrants, je m'interrogerai sur cette forme de médiation en binôme qui fut utilisée au cours de la réunion par des représentants d'organisations de migrants indiens mexicains résidant aux Etats-Unis. En me fondant sur un corpus sociologique et anthropologique relatif aux intermédiaires d'une part et à l'incarnation du pouvoir politique dans des personnages différents d'autre part, je me propose de montrer comment ceux qui apparaissent comme des intermédiaires légitimes incarnent les valeurs d'un mouvement tout en s'adaptant aux valeurs du public auquel ils s'adressent. En effet, les organisations de migrants entretiennent des rapports avec les acteurs politiques dominants dans les différents espaces sociaux et spatiaux où sont établis leurs membres. La médiation en binôme remplit une fonction de lien entre des couches politiques différenciées.

Denis **MERKLEN**, Université Paris VII / EHESS - CEMS

Limites du politique, frontières sociales. Le quartier populaire en France et en Argentine

Les luttes sociales se définissent souvent comme un combat pour la définition des limites du politique. Alors que l'on observe, partout, un rejet de la politique, les classes populaires voient paradoxalement leurs formes d'action collective exclues de ce qui est tenu pour légitime. Naturellement, ces tentatives visent une disqualification de l'action des autres par une suspicion de « non-démocratique ». Nous tenterons de donner à voir comment ces luttes sont en même temps autant de combats pour la délimitation (ou l'effacement) des frontières sociales.

Cette bataille transfrontalière est observable sur plusieurs registres. Nous en décrivons trois. On observe, en premier lieu, une territorialisation du politique opérée par la localisation des formes de participation populaire limitées à des formes d'action sociale sur le plan local, et au seul acte électoral sur le plan national. Deuxièmement, on observe une recrudescence du thème classique de la criminalisation de l'action ou d'une disqualification des formes de mobilisation populaires ainsi renvoyées en dehors du champ du politique. L'action est alors qualifiée d'« a-politique ». Enfin, une dernière délimitation de l'activité politique est dessinée à travers l'orientation des politiques sociales. La problématique du « risque » permet ici d'identifier un dernier terrain de lutte pour l'exclusion ou l'inclusion politique. Quels sont les « risques sociaux » qui devraient relever de la protection sociale ? Cette question trouve sa définition dans son opposition à une autre : quels risques fait courir l'individu à la société par effet de son « imprévoyance » ? La responsabilisation des individus de la part de l'Etat s'oppose ici aux tentatives populaires pour donner un contenu collectif à l'action.

Ces trois registres se trouvent combinés, l'un participant à la définition de l'autre. Nous essaierons de donner à voir comment ces luttes pour la délimitation des activités politiques, ce qui rentre dedans ou ce qui est expulsé en dehors du champ de l'action légitime, sont autant de formes de démarcation des frontières sociales. Pour ce faire, nous ferons une référence comparée aux luttes « urbaines » et « sociales » (sont-elles « politiques » ?), récemment observées en France et en Argentine.

14h 30 -17h 30 SESSION 5 : MEMOIRES ET HISTOIRES

Présidente de session : Monique de **SAINT MARTIN**, EHESS - CEMS

Discutant : Louis **QUÉRÉ**, CNRS - CEMS

Gonzalo **SÁNCHEZ GOMEZ**, Universidad Nacional de Colombia - Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales

La mémoire dans un contexte de guerre chronique (Colombie)

La violencia extrema— ya sea bajo la modalidad de las numerosas guerras civiles del siglo XIX, bajo la modalidad de la Violencia de mediados del siglo XX o bajo la de la acción insurgente del momento actual— ha estado inscrita en Colombia en el horizonte de la participación y del ejercicio regular de la política más que en el horizonte de proyectos alternativos de sociedad. En este contexto, las guerras en Colombia no introducen rupturas decisivas; no resuelven nudos gruesos de la sociedad y por tanto tampoco inauguran “nuevos tiempos”. La rutinización de la guerra ha conllevado una rutinización de la memoria que le ha quitado a esta la función sanadora y reparadora que ha tenido en otras latitudes. Tal rutinización—

ritualización de la memoria-olvido se ha materializado en el uso reiterado y casi incontrolado de las amnistías, que le ha permitido a Colombia reclamar una autocomplaciente singularidad en el manejo del conflicto.

Dicha desacralización de la memoria – se pide perdón, se absuelve y se olvida sin ningún costo- encuentra hoy cada vez más limitaciones en las prácticas y normas internacionales de la guerra que exigen de manera canónica “verdad, justicia y reparación”. Este desplazamiento obedece sin duda a la centralidad que al lado de la “partes contendientes” (únicos sujetos de las tradicionales teoría y práctica de la guerra) adquiere hoy la víctima, el nuevo “sujeto universal”, según Ignatief.

Hasta hoy han discurrido por senderos distintas la histórica singularidad colombiana y la creciente universalización de la justicia y la memoria. Puede Colombia seguir escapando a la presiones y constreñimientos de estas últimas? Qué lecciones dejan al respecto las negociaciones en curso con los Paramilitares? Estas serán las preguntas que habrán de guiar mi presentación.

Eugenia **ALLIER MONTAÑO**, Instituto de Investigaciones Filosóficas, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), México

Les disparus politiques en Uruguay, entre l'histoire et la mémoire

Jusqu'aux années 1960, l'Uruguay était considéré comme la « Suisse d'Amérique ». Cette réputation était due à son économie toujours croissante (au moins jusqu'aux années 1950), à son niveau socio-culturel élevé et à ses politiques sociales tendant à une certaine égalité dans la répartition des fruits de la vie économique. Depuis le début du XX^e siècle, l'Uruguay était une République démocratique, où les partis politiques jouaient un rôle décisif. Ce système politique était stabilisé sur une base bipartite opposant le Parti National et le Parti Colorado. À partir de 1971, ce dispositif s'est élargi avec la participation de la coalition de gauche *Frente Amplio*.

Au milieu des années 1960, la guérilla Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros (MLN-T) a fait son apparition dans le champ politique. Selon plusieurs chercheurs, l'irruption de la guérilla, l'affaiblissement des partis politiques et la participation croissante des forces armées dans la vie politique ont conduit le pays au putsch du 27 juin 1973 et à la « dictature civile-militaire » (1973-1985). Un des objectifs prioritaires des putschistes était l'extermination des *subversifs*. Pour parvenir à leurs fins, les militaires ont considéré que toutes les méthodes étaient permises.

En Amérique latine, ce type de régime politique n'était pas à cette époque une exclusivité uruguayenne. Des dictatures militaires sévissaient en Argentine (1976-1983), au Chili (1973-1990), au Paraguay (1954-1989) et au Brésil (1965-1989) ; les liens entre les dictatures du Cône sud étaient très étroits. Pourtant, chacune a recouru à des formes spécifiques de répression. En Argentine, les militaires pensaient que la meilleure façon d'éliminer les *subversifs* était de les faire disparaître, de telle sorte que plus de trente mille personnes ont disparu. Au Chili, c'est surtout l'assassinat direct des opposants (à travers des vastes opérations d'exécutions de masse) qui a été privilégié. En Uruguay, le régime a opté pour l'emprisonnement. Néanmoins, la question de la disparition forcée de personnes a été une forme de répression utilisée dans tous les pays.

Dans cet exposé, nous voudrions nous atteler à la question des disparus politiques en Uruguay, de leur histoire et de la mémoire que leur disparition a engendrée dans l'espace public du pays. Dans ce sens, le texte sera divisé en quatre sections : 1) l'histoire des disparitions forcées en Uruguay ; 2) la décision sur le jugement des militaires et policiers de la dictature, 1985-1990 ; 3) la rénovation du débat public, 1995-2004 et 4) l'exigence de vérité sur les disparus.

Véronique **GARROS**, CNRS - CEMS

Faire face à une impossible historiographie : le cas du Goulag

Une précision indispensable : l'acronyme Goulag est entendu ici non sous son acception médiatique, mais sous un strict aspect historique : l'institution « fameuse » a été dissoute dans la seconde moitié des années 1950 ; après, c'est une autre histoire...

L'impossibilité de témoigner sera abordée ici non pas tant par le biais d'une question souvent rhétorique (« l'expérience concentrationnaire est-elle indicible ? »), mais sous la forme d'une hypothèse : cette impossibilité ne renvoie pas seulement à l'interdiction absolue *a priori* du papier et du crayon mais à une absence d'écoute sociale *a posteriori*.

Dès lors, quelles stratégies (conscientes et/ou involontaires) de contournement ont été mises en œuvre pour dire, malgré tout, cette histoire ?

Jean-François **VERAN**, Université de Lille III - GRACC

Fuir l'esclavage : mémoire et devoir de mémoire dans le Brésil contemporain

Dans un Brésil contemporain qui s'éveille à la réalité de son racisme et de plus en plus ouvert aux principes du multiculturalisme, la mémoire de l'esclavage est une question centrale et complexe. Vers la fin des années 1980 et sous la pression des mouvements militants, elle est d'abord mobilisée par l'Etat dans une logique essentiellement patrimoniale et à des fins de réconciliation nationale. Elle se trouve ensuite investie d'enjeux débordant largement son cadre initial : projetée dans le présent des discriminations et des inégalités, elle devient centrale dans la redéfinition et la renégociation de l'accès au politique, à l'Etat et au marché. De la reconnaissance en 1988 de droits fonciers pour les descendants des anciennes communautés noires à l'application transversale aujourd'hui d'un principe d'« actions affirmatives » dans les politiques publiques, il s'agira de montrer comment s'établit un continuum entre la question de la mémoire de l'esclavage et celle des droits de la population noire.

Michèle **LECLERC-OLIVE**, CNRS - CEMS

L'expérience des vaincus : une histoire inachevable ?

« *Somos la necia historia que se repite para ya no repetirse, el mirar atrás para poder caminar hacia delante* ». C'est ainsi que l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) formule son rapport au passé, à son passé, à une expérience passée dont il convient de se libérer, pour aller de l'avant. Mais un passé qui insiste, inachevé, qui exige aussi fidélité, en ce que l'expérience, en son temps, fut souffrance et émotion.

À partir de la conception du temps, qui sous-tend l'action politique de l'EZLN, et de diverses formes d'actions politiques en Afrique sahélienne, à l'initiative d'acteurs se réclamant de la tradition, et faisant fond sur de nombreuses enquêtes relatives aux événements biographiques, je proposerai une réflexion sur la colonisation comme catastrophe biographique. La mémoire des vaincus, parce qu'elle est faite de souffrances non apaisées dont héritent les générations suivantes, est nourrie d'attentes de justice déçues et de promesses non tenues. Néanmoins, comme le souligne P. Ricoeur, l'événement, en tant que paroxysme d'expérience, ou la dette, peut être un fardeau mais aussi, possiblement, une ressource. « L'inaccompli du passé peut à son tour nourrir de contenus riches des expectations capables de relancer la conscience historique vers le futur ». Cette enquête permettra ensuite

d'engager une comparaison entre, d'une part, la problématique meadienne de l'événement et du passé - un événement majeur inaugure un nouveau passé - et, d'autre part, la philosophie de l'histoire de Walter Benjamin - la tradition comme injonction.

17h 30 CONCLUSIONS DU COLLOQUE - TABLE RONDE

Elisabeth **CLAVERIE**, CNRS - GSPM ; Alain **COTTEREAU**, CNRS - EHESS - CEMS ; Daniel **PÉCAUT**, EHESS - CEMS ; Gonzalo **SÁNCHEZ GOMEZ**, Universidad Nacional de Colombia ; Silvia **SIGAL**, CNRS - CEMS.

=====

Colloque organisé par le Centre d'Etude des Mouvements Sociaux - Institut Marcel Mauss, l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Avec le soutien de la Région Ile-de-France.

Avec la collaboration de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL - Paris III), le Centre de Sociologie des Pratiques et des Représentations Politiques (CSPRP - Paris VII), le Groupement d'Intérêt Scientifique pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement (GEMDEV).

Avec l'aimable concours de l'Ambassade de France à Bogota et de l'Ambassade de France à Lima.

Contacts : Christine Colpin — tél. +33 (0)1 49 54 24 59 - colpin@ehess.fr

Denis Merklen — tél. : +33 (0)1 49 54 25 59 - merklen@ehess.fr

Droits d'inscription : 5€

Etudiants : 2€